



FRANCE TÉLÉCOM :

MORTS POUR LE PROFIT CAPITALISTE



NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

En 18 mois, 23 salariés de France Télécom se sont suicidés. Mais dans une conférence de presse, le PDG de l'entreprise a déclaré cyniquement qu'il n'y voyait qu'une « mode » !

Il ne pouvait pas mieux montrer l'arrogance et le mépris des possédants à l'égard des travailleurs et comment ils rabaissent ceux qui travaillent. Selon lui, ces salariés qui craquent seraient des individus fragiles qui ont des problèmes personnels et ne savent pas s'adapter aux évolutions technologiques. Le rédacteur en chef de « l'Express » en rajoute dans l'odieux en expliquant que ce serait des fonctionnaires planqués qui ne s'habituent pas aux conditions de travail du privé.

Mais les suicides de travailleurs chez Peugeot ou Renault ont frappé aussi l'industrie et le privé...

Le profit et la privatisation tuent

Depuis 1997, date où le gouvernement de gauche de Jospin a procédé à la première ouverture au capital de France Télécom, ses effectifs sont passés de 145 000 à 80 000 sur la maison-mère. Voilà la source des souffrances au travail. Le but de la privatisation, c'est de faire passer les prodigieux bénéfices des télécommunications dans les poches des capitalistes.

Cela signifie réduire les coûts, et ce qui coûte, ce ne sont pas les dividendes versés aux actionnaires qui n'ont pas cessé d'augmenter, mais le personnel. La concurrence effrénée entre opérateurs téléphoniques, les restructurations incessantes, la mobilité forcée et le chantage à l'emploi qui les accompagnent sont à la base d'une gestion par le stress qui aggrave la charge de travail, déstabilise et dévalorise, dans le but de faire craquer ces salariés qui ont une culture de service public et de les amener à quitter « volontairement » l'entreprise. C'est pourquoi, pour faire face aux suicides, la direction de France Télécom a prévu des psychologues mais a exclu tout arrêt des restructurations.

C'est toute la société capitaliste qui est malade

Beaucoup de salariés de bien des entreprises se reconnaissent dans ces agents qui ne dorment plus, tombent en dépression, se bourrent d'anxiolytiques et dont la détresse a été pour une fois médiatisée. Ce n'est pas que chez France Télécom que la soif de profits des capitalistes broie les vies. C'est plus d'une personne par jour qui se suicide au travail et plus de 60 % des salariés qui trouvent leur travail stressant, et cela, avant la vague de licenciements amenée par la crise... Et puis, ce ne sont pas que les salariés, mais aussi les petits paysans qui sont victimes des profiteurs : quatre producteurs de lait par exemple se sont donné la mort parce que la grande distribution les étrangle.

Alors, pour ne pas se bourrer de médicaments il faut mettre la pilule à nos exploiters. Comme l'a montré le succès de la manifestation des ouvriers de l'automobile du 17 septembre devant la Bourse de Paris, il est possible et nécessaire de s'y mettre tous ensemble afin de préserver notre avenir et notre santé et d'en finir avec la loi des actionnaires et du profit.

Permanences du NPA 49 sur les marchés à Angers

Samedi 11h - 12h : place Imbach

Contacts

Angers

npa49@yahoo.fr

Cholet

npacholet@orange.fr

Saumur

npa_saumurois@hotmail.fr

(le site du NPA 49)

<http://npa49.free.fr>

(le blog du NPA Cholet)

<http://choletnpa49.unblog.fr>

Répondeur/Fax : **02 41 25 19 10**

Salariés de l'automobile : ils montrent la voie !



Jeudi 17 septembre, 3 000 salariés de la filière automobile manifestaient de la gare du Nord à l'Opéra, puis jusqu'à la place de la Bourse de Paris. Cette manifestation marque de la meilleure des façons la rentrée sociale par ses mots d'ordre, la combativité et la détermination des participants.

Les salariés engagés depuis des mois dans la lutte contre les licenciements et les fermetures de sites se sont retrouvés avec les équipes militantes de la filière automobile (Goodyear, Continental, Michelin, Dunlop, Delphi, PSA Poissy et Aulnay, Renault Cléon, Le Mans et Guyancourt, Ford Blanquefort, GM Strasbourg, Freescale, Molex, New Fabris), des syndicats de Solidaires et de la CFTD.

La manifestation réclamait l'arrêt des sanctions et des poursuites contre les Conti et tous les salariés en lutte, l'interdiction des licenciements, dénonçait les logiques financières et l'aggravation des conditions de travail et proclamait la nécessité de la convergence des luttes.

À l'arrivée, l'esplanade de la Bourse était largement remplie et certains en ont profité pour une visite rapide du symbole des jeux financiers.

Les directions fédérales et confédérales qui avaient, dans les jours précédents, dépensé plus d'énergie pour décourager que pour construire, entravant ainsi le développement de la mobilisation, ont été fort discrètes pendant la manifestation. Mais elles avaient bien l'intention de reprendre la main au cours du meeting final. Mal leur en a pris, car la détermination des Conti et des Goodyear a imposé la prise de parole par les leaders de ces deux luttes. C'est à ce moment que la profonde coupure entre les appareils et les équipes en lutte a éclaté : discours soporifiques sur la Sécurité sociale professionnelle, contre les excès du capitalisme financier, revendication d'une politique industrielle fondée sur l'emploi d'un côté, interventions combatives et bruyamment soutenues par les salariés pour les deux camarades dénonçant la casse de l'emploi, la répression et insistant sur la nécessité de la solidarité et de la coordination des luttes. Ils ont terminé en demandant aux confédérations d'organiser la nécessaire centralisation des luttes pour faire reculer patronat et gouvernement. Cet appel à l'unité n'effaça pas les grimaces hargneuses sur les visages des dirigeants fédéraux.

Certes la coordination des luttes reste compliquée en raison de la disparité des combats engagés, de leur caractère relativement éphémère, des résultats inégaux. Pourtant la rencontre des expériences, des histoires, la confrontation des tactiques et des stratégies dans des mobilisations concrètes, réelles, sont des pas en avant significatifs.

La coordination de tous les salariés engagés dans ces batailles est indispensable. Cependant, si les équipes militantes en sont convaincues, il reste à construire des initiatives permettant d'élargir la mobilisation et à trouver les revendications, les

mots d'ordre, les initiatives qui rassemblent tous et toutes pour modifier le rapport de forces en faveur des travailleurs. Ce « tous ensemble » doit se construire sur l'interdiction des licenciements, l'expropriation des licencieurs, les augmentations uniformes des salaires, la lutte contre la dégradation des conditions de travail et le soutien concret aux dizaines de luttes qui se développent jour après jour.

Il faut travailler patiemment à consolider les liens fragiles tissés, à aller vers des coordinations régionales capables de peser dans les luttes au fur et à mesure de leur développement et poser les jalons d'une centralisation des mobilisations. Le meeting de soutien aux Conti à Compiègne (Oise), le 26 septembre sera l'occasion, en manifestant notre solidarité, de poursuivre la construction du « tous ensemble ».

Raffles à Calais

Mardi matin, à Calais, la police, sur ordre du préfet et d'Eric Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale, a vidé « la jungle » de Calais des migrants qui y avaient trouvé refuge, après avoir forcé le barrage des militants des associations qui se trouvaient sur place.

278 migrants ont été arrêtés dont 132 mineurs qui vont être placés en centres de rétention.

M. Besson veut nous faire croire que l'annonce de l'évacuation a eu un effet dissuasif sur les migrants dont un bon nombre sont partis d'eux-mêmes. Détruite à Calais, la « jungle » se reconstituera ailleurs tant que le gouvernement français ne traitera pas de manière satisfaisante les demandes d'asile formulées par les réfugiés qui ont fui la guerre, les persécutions, la misère, que ce soit en Afghanistan, en Irak, par exemple.

Le NPA condamne l'opération médiatique et violente menée ce matin, à Calais.

Après l'envoi de troupes en Afghanistan, c'est maintenant l'envoi des forces de police contre les réfugiés. C'est une véritable honte.

Le NPA exige du gouvernement qu'il accorde le droit d'asile aux réfugiés, arrête de poursuivre les militants et les associations qui leur viennent en aide et débloque les moyens nécessaires pour que les réfugiés puissent vivre de façon décente.

**Chaque
semaine,
LISEZ...**

